

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure - COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 17 pages numérotées de 1/17 à 17/17.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/17 à 13/17.
- Économie approfondie, pages numérotées de 14/17 à 17/17.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

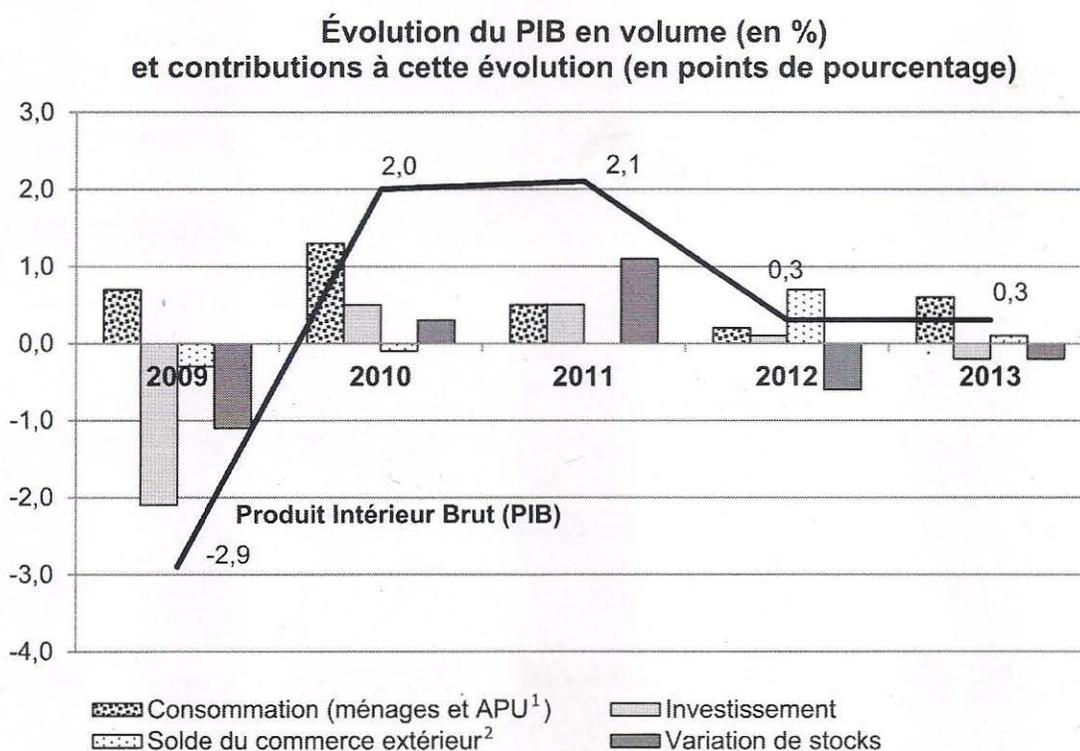
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Les politiques de soutien à la demande globale permettent-elles de lutter contre le chômage ?

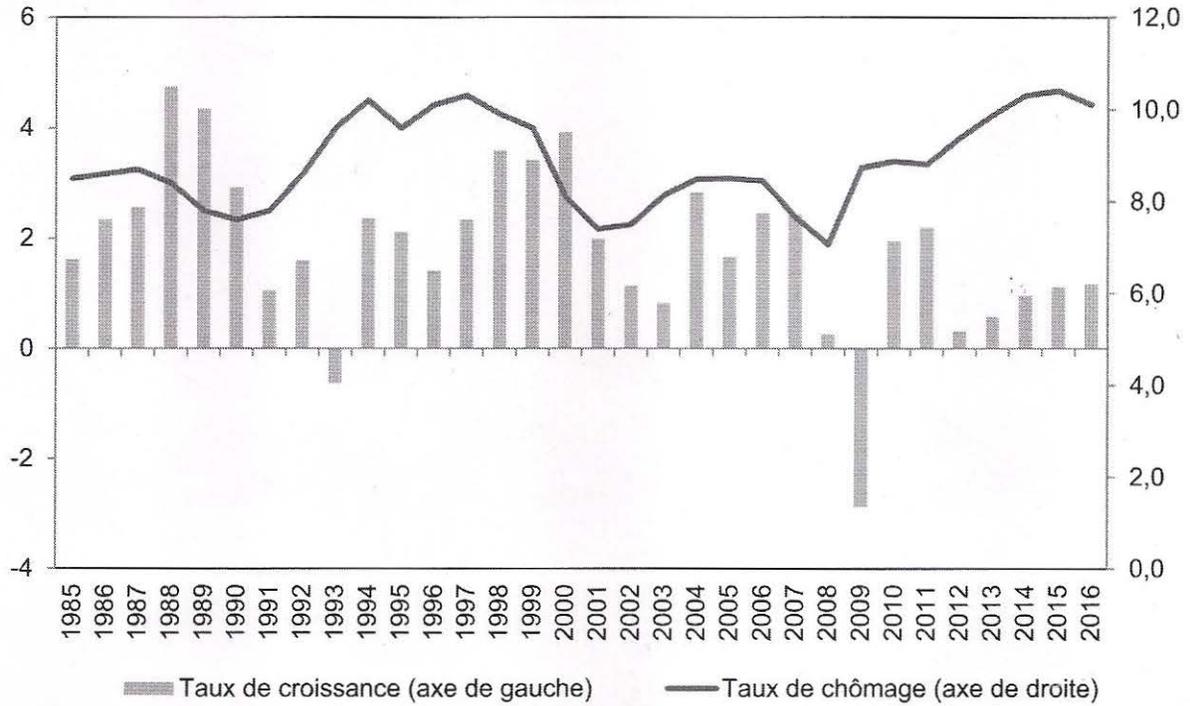
DOCUMENT 1



Source : « Les comptes de la Nation en 2013 », INSEE Première, mai 2014.

DOCUMENT 2

Taux de croissance du PIB et taux de chômage (en %) en France entre 1985 et 2016



Source : INSEE, 2018.

DOCUMENT 3

Principales dépenses pour les politiques du marché du travail (en millions d'euros)

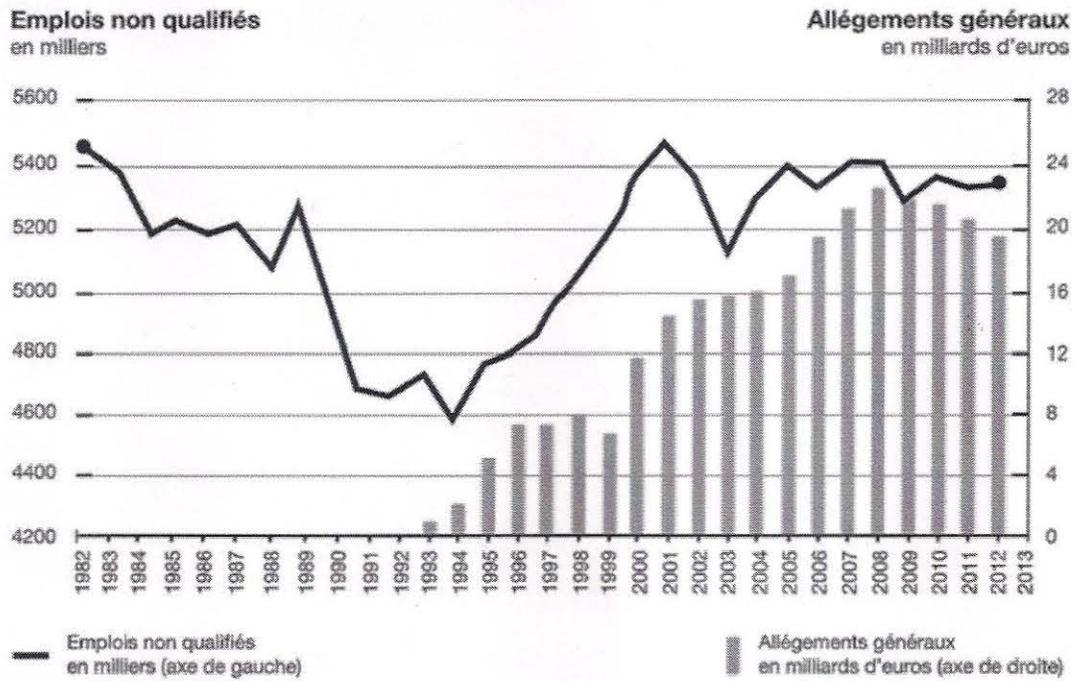
	2000	2005	2010	2015
Mesures actives ¹	14 843	11 845	15 118	14 989
Formation professionnelle	5 639	5 455	6 740	6 483
Incitations à l'emploi	2 135	1 780	1 308	1 051
Emploi protégé ²	1 254	1 455	2 112	1 963
Création directe d'emploi ³	5 777	3 091	3 902	4 803
Aide à la création d'entreprises	38	64	1 056	689
Soutiens au revenu	25 015	35 373	38 772	44 957
Maintien et soutien du revenu en cas de perte d'emploi	22 423	34 395	38 543	44 930
Préretraites	2 592	978	229	27
Total	39 858	47 218	53 890	59 946

Source : d'après *Tableaux de l'économie française*, INSEE, 2018.

- 1 : Ensemble des mesures qui favorisent le retour à l'emploi.
- 2 : Mesures visant à favoriser l'insertion sur le marché du travail des personnes à capacité de travail réduite.
- 3 : Mesures qui créent des emplois supplémentaires à destination des chômeurs de longue durée ou des personnes qui rencontrent des difficultés particulières sur le marché du travail.

DOCUMENT 4

Emplois non qualifiés et allègements généraux de cotisations *



Source : *Allègements du coût du travail*, Gilles KOLEDA, 2015.

* Mesures de réduction des cotisations sociales patronales.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Quelles sont les caractéristiques de la stratification sociale selon Max Weber ? (3 points)
2. Présentez deux éléments permettant de différencier les logiques d'assurance et d'assistance en matière de protection sociale. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis montrerez les déterminants de la négociation dans les entreprises.

Négociations engagées dans les entreprises en 2015 selon la taille des entreprises, la présence d'un délégué syndical et le secteur d'activité (en %)

	Négociations engagées en 2015		Taux d'aboutissement
	Part des entreprises ayant négocié au moins une fois	Part des salariés concernés par la négociation	Part des entreprises ayant signé au moins un accord parmi celles ayant négocié en 2015
Ensemble	15,0	61,9	80,3
Taille des entreprises			
De 10 à 49 salariés	7,0	9,7	77,0
De 50 à 99 salariés	36,0	37,6	77,8
De 100 à 199 salariés	63,6	64,5	82,4
De 200 à 499 salariés	78,8	80,1	85,8
500 salariés ou plus	93,1	96,9	89,0
Représentation syndicale			
Entreprises ayant un délégué syndical	86,0	96,5	81,5
Entreprises n'ayant pas de délégué syndical	6,4	13,7	78,4
Secteur d'activité			
Industrie	23,1	74,2	83,4
Construction	6,7	37,5	79,7
Commerce	9,1	52,1	80,1
Services	17,4	61,1	78,5

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.

Source : « La négociation collective d'entreprise en 2015 », DARES Résultats, octobre 2017.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment le facteur travail contribue à la croissance économique.

DOCUMENT 1

À quelques exceptions près, les économistes envisageaient à l'origine les travailleurs comme une masse indistincte : pourvu qu'ils soient capables et désireux d'accomplir un travail physique, leurs savoirs et leurs compétences importaient peu. Adam Smith, un économiste écossais du XVIII^e siècle, était d'un autre avis : ce qui alimente l'activité économique, ce n'est pas la masse des travailleurs, mais « les talents utiles acquis par les habitants ou membres de la société ». Acquérir ces talents et ces compétences, ajoute-t-il, a un coût pour l'individu, mais une fois acquis, ils constituent « un capital fixé et réalisé pour ainsi dire dans sa personne ». [...]

Les « modèles économiques », conçus par des économistes contemporains tels que Robert Solow dans les années 50, permettent d'apporter des réponses plus fines et d'expliquer les relations entre les divers facteurs de croissance, par exemple entre le travail et le capital physique. À l'origine, ces modèles n'accordaient pas une grande importance à l'impact du niveau d'éducation ou de la qualité du travail sur la croissance économique. Mais les choses ont peu à peu changé et, depuis le début des années 60, on s'accorde de plus en plus sur le rôle crucial que les individus jouent dans la croissance économique en raison de leurs talents, de leurs connaissances et de leurs compétences. [...]

Mais la relation entre capital humain et croissance n'a rien d'univoque : elle repose plutôt sur des effets réciproques. [...]

Si l'existence d'une main-d'œuvre instruite favorise la croissance économique, son absence constitue à l'inverse un [frein]. Selon les dirigeants d'entreprises indiennes spécialisées dans les technologies de l'information, l'Inde souffre d'un manque de diplômés suffisamment qualifiés, malgré une population qui avoisine un milliard de personnes. [...] Le manque de personnel ayant des qualifications suffisantes constitue un obstacle à la croissance.

Source : « Les essentiels de l'OCDE : le capital humain », OCDE, 2007.

DOCUMENT 2

Croissance du PIB et contributions à la croissance, en 2016

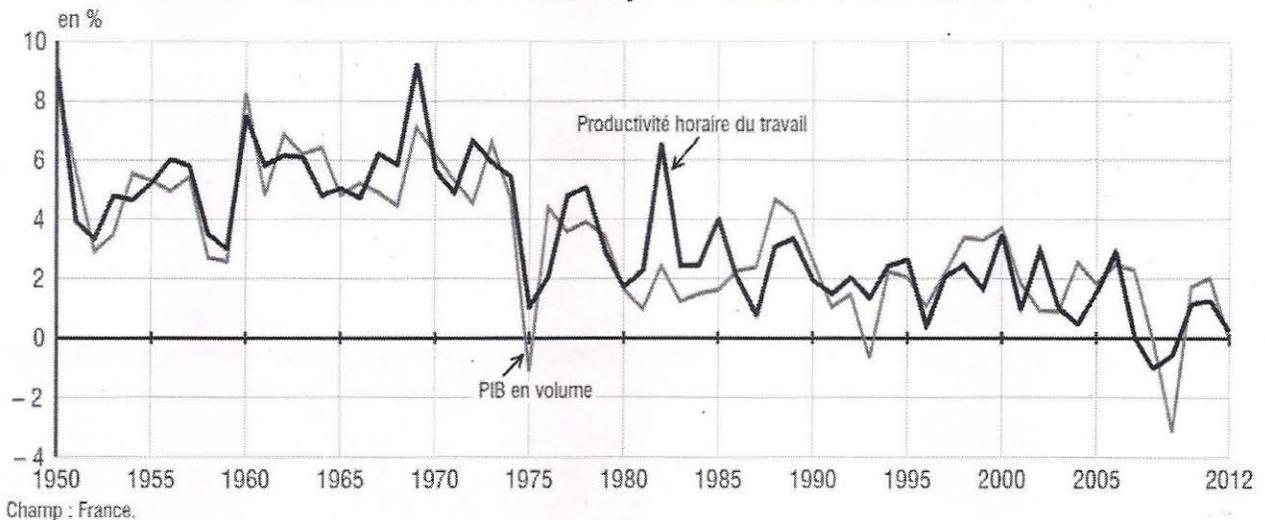
Pays	Contribution à la croissance (en points de pourcentage)			Taux de croissance (en pourcentage)
	Travail	Capital	PGF*	PIB
Allemagne	0,5	0,3	1,2	2,0
Corée du Sud	0,3	1,2	1,3	2,8
États-Unis	0,9	0,5	0,0	1,4
Finlande	0,3	0,1	1,8	2,2
France	0,1	0,5	0,5	1,1
Nouvelle Zélande	2,5	0,9	0,1	3,5
Royaume-Uni	1,9	0,4	-0,3	2,0

Source : OCDE, 2018.

* Productivité Globale des Facteurs.

DOCUMENT 3

Taux de croissance du PIB et de la productivité horaire du travail



Source : « Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012 », Ronan MAHIEU, in *Trente ans de vie économique et sociale*, INSEE, 2014.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez que diverses organisations contribuent au fonctionnement de la démocratie.

DOCUMENT 1

Le rôle essentiel des partis politiques est de participer à l'animation de la vie politique. L'article 4 de la Constitution dispose : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage ». De manière plus précise, les partis remplissent deux fonctions.

Ils sont les intermédiaires entre le peuple et le gouvernement : le parti élabore un programme présentant ses propositions qui, s'il remporte les élections, seront reprises dans le projet du gouvernement. Les partis de l'opposition peuvent proposer des solutions alternatives à la politique de la majorité en place et ainsi remplir une fonction « tribunitienne » * en traduisant le mécontentement d'un certain électorat populaire.

Les partis ont aussi une fonction de direction : ils ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée. [...] Ceux-ci assurent [...] la conduite de la politique nationale par l'intermédiaire de leurs représentants au gouvernement et dans la majorité parlementaire. Ils légitiment et stabilisent le régime démocratique, en le faisant fonctionner. animateurs du débat politique, ils contribuent aussi à structurer l'opinion publique.

De plus, avec la tendance à la professionnalisation de la vie politique, les partis ont acquis un rôle de sélection des responsables appelés à gouverner.

Source : vie-publique.fr

* Chargé de traduire le mécontentement d'un électorat populaire, mal représenté.

DOCUMENT 2

Répartition des principaux représentants d'intérêts * par type d'organisation (en %)

Entreprises et Sociétés	36
Organisations professionnelles	28
Associations et Organisations Non Gouvernementales	14
Cabinet de conseil et consultants indépendants	7
Syndicats	7
Autres	8
Ensemble	100

Source : d'après la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, 2018.

* Représentants d'intérêts : organisations qui ont pour activité principale ou régulière d'influer sur la décision publique, notamment sur le contenu d'une loi en entrant en communication avec des responsables publics.

Depuis le 9 décembre 2016, la loi oblige les représentants d'intérêts à se déclarer auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Le vote sur enjeu suffit-il à expliquer le comportement électoral ?

DOCUMENT 1

[...] La pratique religieuse catholique constitue bien sur toute la période envisagée - de 1978 à 2002 - une variable [majeure] : le vote pour la gauche ou pour la droite varie, en effet, de manière régulière en fonction du degré de pratique religieuse. Plus on est catholique pratiquant et plus les chances que l'on vote à droite augmentent, tandis qu'à l'inverse, plus on est détaché de la pratique religieuse catholique et plus les chances que l'on vote pour la gauche augmentent.

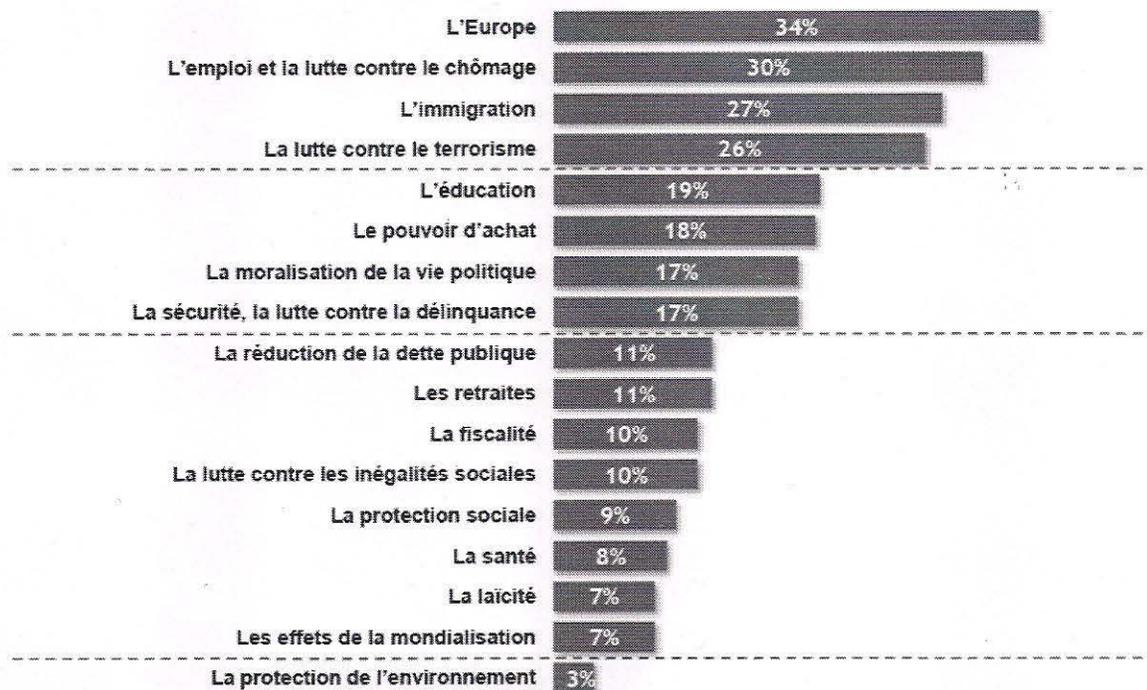
Cette relation était particulièrement forte à la fin des années 1970 : 82 % des catholiques pratiquants réguliers avaient voté à droite aux législatives de 1978, tandis qu'à l'inverse, 86 % des sans-religion avaient opté pour la gauche. Elle reste encore très significative aujourd'hui, même si l'influence du catholicisme est en recul.

*Source : Introduction à la sociologie politique,
Jean-Yves DORMAGEN et Daniel MOUCHARD, 2007.*

DOCUMENT 2

Les enjeux influençant le vote au second tour des élections présidentielles de 2017

« Quels sont, parmi les suivants, les enjeux qui ont compté dans votre choix de vote ? » (en %)



Source : Enquête BVA, 7 mai 2017.

Champ : enquête réalisée par BVA auprès d'un échantillon de 1896 personnes ayant voté (hors votes blancs et nuls).

Note : le total est supérieur à 100 car les personnes interrogées pouvaient citer plusieurs réponses.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez comment l'aléa moral est pris en compte dans la gestion des systèmes de santé.

DOCUMENT 1

Selon les pathologies et les individus, [la] demande [de soins] peut varier avec le prix des soins (on appelle élasticité-prix le degré selon lequel la quantité de soins demandée diminue quand leur prix augmente). Lorsqu'ils sont assurés, les individus ne paient pas intégralement le prix des soins au moment où ils consomment, voire ils ne paient rien s'ils sont intégralement assurés.

[...] Si l'assuré modifie son comportement quand le prix varie (élasticité-prix différente de zéro), il va choisir un niveau de consommation plus élevé que s'il était confronté au véritable prix [...]. Par rapport à un individu qui ne serait pas assuré [...], il va consommer davantage [...]

On peut noter dès à présent que cette augmentation de la quantité de soins consommée peut résulter d'une demande du patient, mais aussi de l'influence qu'exerce sur elle le médecin.

Si ce dernier est rémunéré à l'acte et si l'assureur rembourse au patient chaque consultation, le médecin peut faire revenir l'assuré plus souvent qu'il ne le ferait pour un patient non assuré. En fonction du mode de rémunération du médecin, du type de remboursement proposé par l'assureur et des contrôles exercés ou non, on peut observer une convergence d'intérêt entre le patient et le médecin au détriment de l'assureur.

Source : Bulletin d'information en économie de la santé n° 53, CREDES, juin 2002.

DOCUMENT 2

Taux de remboursement de quelques actes et soins médicaux pris en charge par l'Assurance Maladie en 2018

Actes et soins médicaux	Taux de remboursement (en %)
Médicaments reconnus comme irremplaçables et particulièrement coûteux	100
Médicaments à service médical rendu majeur ou important	65
Médicaments à service médical rendu modéré	30
Médicaments à service médical faible	15

Source : ameli.fr

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment la globalisation financière a-t-elle modifié le financement de l'économie ?

DOCUMENT 1

Le système financier aujourd'hui en place en France est le fruit d'une politique de transformations engagées dans les années 1980 [...]. Le système financier reposait alors essentiellement sur l'activité des banques, et plus généralement sur le crédit. Des taux de croissance élevés [...] suscitaient une forte demande de financement en provenance des entreprises, excédant les fonds propres * à disposition des firmes. Les marchés financiers ne répondaient que partiellement à la demande des plus importantes d'entre elles. C'étaient donc les banques qui satisfaisaient la demande de financement des entreprises. [...] L'objectif de la réforme [...] était de mettre en place un marché des capitaux décloisonné et d'une dimension qui lui permette d'affronter les mouvements internationaux de capitaux. Les entreprises devaient en retirer la possibilité d'accéder à un marché élargi du capital où le taux d'intérêt serait un vrai prix. [...]

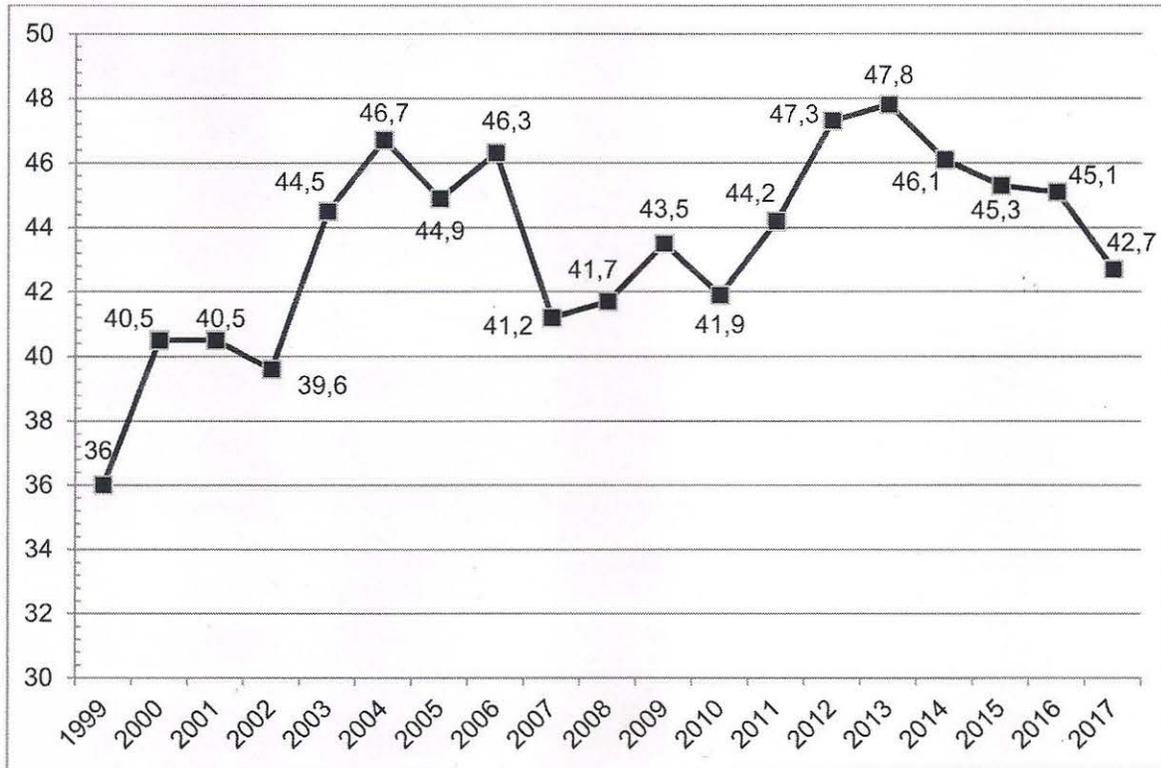
[...] Cette mutation a provoqué des adaptations. Les banques et les autres intermédiaires financiers ont multiplié les innovations financières. [...] La mutation du système financier, organisée par les pouvoirs publics français en réponse aux contraintes de l'environnement économique [...], a abouti au passage à un système de financement qui relève de l'économie de marchés financiers [...].

Source : « De l'économie d'endettement à l'économie de marchés financiers »,
Françoise RENVERSEZ, *Regards croisés sur l'économie*, 2008.

* Les fonds propres désignent les ressources dont disposent les entreprises pour se financer sans avoir recours à l'endettement ou aux marchés financiers.

DOCUMENT 2

Taux de détention par les agents économiques étrangers du capital des sociétés françaises du CAC 40* (en %)



Source : Bulletin de la Banque de France n°219, Septembre-Octobre 2018.

* CAC 40 : principal indice de la Bourse de Paris, synthétisant l'évolution du cours des actions des 40 plus importantes entreprises françaises cotées à Paris.